

voir de l'amélioration ou le retour à la prospérité avant la hausse du niveau des prix ou le rétablissement de l'agriculture sur un pied avantageux, même dans la métropole. En Grande-Bretagne, la proportion de la population occupée à la production des denrées alimentaires n'est que de 10 p. 100 tandis qu'en Canada elle est de 50 p. 100.

En Angleterre, on a institué une commission de l'industrie laitière, une commission de l'industrie porcine, une commission pour la réorganisation de l'exploitation du bétail d'engrais, commissions chargées de rechercher les voies et moyens de hâter le retour de la prospérité dans le Royaume-Uni, et de créer le pouvoir d'achat indispensable pour améliorer les affaires et faire renaître l'activité industrielle par tout l'empire. Monsieur l'Orateur, je suis d'avis—et je fais là une simple proposition—que le Gouvernement canadien devrait créer une commission d'exportation du bétail vivant dont le personnel serait choisi parmi les membres de cette Chambre. Il ne s'agit pas d'une **commission royale, mais d'une commission** composée de membres que la population du Canada a constitués ses mandataires pour surveiller ses intérêts commerciaux. Cette commission serait chargée de s'enquérir des marchés extérieurs, de les étudier et de les explorer; elle devrait s'assurer de nos approvisionnements actuels, de leur régularité, des qualités offertes et de leur maintien; elle devrait également faire en sorte que le Bureau fédéral de la statistique soit en mesure de nous renseigner—ce qu'il n'a jamais fait jusqu'ici—sur les quantités à prévoir pour ce commerce d'ordre supérieur, et ainsi de suite, ce qui nous permettrait de procéder avec des données d'une certaine précision à la production des qualités utilisables pour le marché. Il nous faudrait d'abord nous assurer à quel point certaines qualités seront régulièrement recherchées, afin d'être en mesure de garantir un approvisionnement ininterrompu.

Il importe souverainement de restaurer l'agriculture. Je dois féliciter le Gouvernement de ce qu'il a fait, car je crois qu'il a fait un pas dans la bonne voie. Une telle commission pourrait aussi s'enquérir de l'avantage qu'il y aurait d'utiliser le port de Churchill pour le transport des bestiaux de l'Ouest canadien au grand marché de Birkenhead. Elle pourrait également examiner l'opportunité d'établir des postes d'alimentation dans l'est du Canada. La commission pourrait également s'enquérir de la situation dans l'Ouest et dans l'Est en vue d'ajuster les tarifs de transport. Cela encouragerait les cultivateurs de l'Est à nourrir le bétail de passage venant de l'Ouest avec l'avantage d'un tarif direct, suivant, en cela, l'exemple des états américains de l'Ouest.

Elle pourrait aussi examiner la possibilité de l'établissement dans les Provinces maritimes non seulement de parcs d'alimentation mais aussi d'abattoirs. Je sais que certains de mes collègues des deux côtés de la Chambre ne sont pas de cet avis, mais les conditions changent rapidement. On nous dit que la maîtresse de maison en Angleterre ne veut plus aujourd'hui de bœuf coriace, mais, choisi, tendre et frais, afin d'avoir plus de rôtis chauds et moins de rôtis froids provenant du gros bœuf congelé de l'Argentine.

Depuis trois ans, les exportations de l'Argentine ont diminué de 25 p. 100, et les nôtres ont presque quintuplé. Bien que ce ne soit pas considérable, c'est une augmentation et un espoir. Des abattoirs devraient être installés dans les Provinces maritimes afin que des viandes congelées ou presque fraîches, en quantités de plus en plus grandes, étant donné nos transports plus faciles, soient exportées par voie de l'Atlantique et vendues à Londres comme du bœuf frais canadien. Ce sont des questions absolument essentielles. Elles sont d'un tel intérêt national que nous ne saurions attendre. Je suis convaincu que le retour de la prospérité au Canada dépend d'une étude attentive de ces débouchés améliorés et plus stables. Après tout, la culture mixte est la base de la prospérité du Dominion. Je sais que certains députés qui sont des producteurs de blé, et qui ne partageaient pas cette opinion il y a quelques années, ont changé d'idée. Avant longtemps la culture mixte remplacera la production du blé dans plusieurs régions où le blé est récolté. Le jour n'est pas loin où plusieurs territoires affectés à la culture du blé feront l'exportation du bœuf en Angleterre.

Il est une autre mesure que le Gouvernement pourrait prendre. Je crois avoir donné plus de prescriptions, sans avoir été appelé, comme disent les médecins, que tout autre membre de cette Chambre, mais je ferai respectueusement observer—les deux côtés de la Chambre sont concernés—que la situation n'a jamais été aussi critique au Canada. Pour le bien des agriculteurs, des petits manufacturiers, des modestes hommes d'affaires, de tout le Canada, il importe que les taux d'intérêt soient abaissés. Je parle en toute sincérité. Je suis cultivateur. Je n'ai pas à m'excuser des votes que j'ai donnés en faveur de la politique fiscale nationale de protection, mais il faut songer aux droits de l'agriculture. La grande distance entre les producteurs agricoles et leurs marchés est un obstacle de plus pour eux, alors que le manufacturier canadien est protégé contre son concurrent par cette distance même. Le fabricant est protégé par des taxes douanières qui gardent son marché pour lui, mais l'agriculteur